

Nicolas Hulot propose un renouvellement limité à trois ans au niveau européen

© 23/10/2017 |  Terre-net Média

Le ministre de la transition écologique Nicolas Hulot a proposé lundi de limiter à « trois ans » le renouvellement au niveau européen du glyphosate, herbicide controversé dont l'autorisation dans l'UE expire à la fin de l'année, le temps de « regarder tout ce qu'on peut trouver en termes d'alternative ».

« On peut réautoriser par exemple pour trois ans », a-t-il suggéré sur RTL, à deux jours du vote d'experts européens sur le sujet. « Pendant ces trois ans, on regarderait tout ce qu'on peut trouver en termes d'alternative et aider ceux pour lesquels **l'utilisation du glyphosate** est indispensable à se pencher sur d'autres pratiques et d'autres techniques », a proposé **Nicolas Hulot**.

La France a déjà affirmé qu'elle voterait mercredi contre le renouvellement pour dix ans de l'utilisation de l'herbicide controversé, soit la durée proposée par la Commission européenne après avis de l'Agence européenne pour la sécurité des aliments (Efsa), qui a classé l'herbicide comme non cancérigène.

« Je ne suis pas trop inquiet. Je n'imagine pas (...) qu'on autorise pour dix ans. Je n'imagine pas une seule seconde », a dit Nicolas Hulot. « En ce qui me concerne ce sera, je l'espère largement en dessous de cinq ans », a-t-il ajouté. « Ce qui m'intéresse c'est tout ce qui se fait dans la fenêtre du quinquennat. », a-t-il dit.

Le ministre de l'agriculture Stéphane Travert s'est prononcé pour la réhomologation du glyphosate pour une durée de cinq à sept ans. Nicolas Hulot s'en remet à la décision de l'exécutif. « Le gouvernement prendra sa décision, mais l'idée qu'on soit en dessous de cinq ans me paraît plus cohérente pour tout le monde », a-t-il affirmé.

54 des 310 députés de La République en marche (LREM) ont demandé dimanche dans une tribune au Monde l'interdiction « le plus rapidement possible » du glyphosate dans l'Union européenne, au nom de « la santé de tous ».

Le gouvernement a confirmé fin septembre son intention de réduire progressivement l'utilisation agricole de l'herbicide, le plus vendu au monde. Il n'a pas réussi à définir une stratégie de remplacement et une date butoir à l'utilisation de l'herbicide.

Le glyphosate, principe actif du produit phare de la firme américaine Monsanto, le Roundup, suscite la controverse en Europe, notamment en ce qui concerne les risques de santé. Le Centre international de recherche sur le cancer (dépendant de l'OMS) l'a classé « cancérigène probable » en 2015. Les agences européennes, l'Efsa et l'Echa, n'ont pas fait ce choix.